

**Arrêté préfectoral**  
**Portant mise en demeure à l'encontre de la société Alstom**  
**pour son site situé Avenue du Commandant Lysiak à Aytré (17440)**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 L. 514-5 ;

VU le décret n° 2007-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Brice BLONDEL en qualité de Préfet de la Charente-Maritime ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13-2132 du 20 août 2013 autorisant la société ALSTOM à poursuivre l'exploitation du matériel ferroviaire à Aytré ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé qui dispose que « *L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment [...] d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. [...]* » et son article 1<sup>er</sup> qui dispose que cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 14 novembre 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement faisant suite à l'inspection sur site du 3 septembre 2025 constatant l'inobservation de prescriptions de l'arrêté préfectoral susmentionné ;

VU les observations de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé formulées par courrier en date du 7 décembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 3 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le fait suivant et que ce constat constitue un « fait non conforme » aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé :

- article 14 : les locaux abritant les installations de traitement de surface ne disposent pas de dispositif de détection automatique d'incendie ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ALSTOM de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Exploitant**

La société ALSTOM, dont le siège social est situé 48 rue Albert Dhalenne à SAINT-OUEN-SUR-SEINE (93400), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations industrielles de construction de matériel ferroviaire situées Avenue du Commandant Lysiack à Aytré (17440).

### **Article 2 – Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- article 14 : l'exploitant met en place un système de détection incendie pour les locaux abritant les installations de traitement de surface - délai : 3 mois.

Le délai court à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **Article 5 – Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et une copie sera adressée pour information au Maire d'Aytré.

La Rochelle, le **31 DEC. 2025**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
**Emmanuel CAYRON**

